



VOTRE AVIS SUR LE SITE DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION

Qu'en pensez-vous ?
 Trouvez-vous la réponse à votre question ?
 Que pouvons-nous améliorer ?

Répondez au questionnaire

Veille législative du 2 février 2018

Veille réglementaire	Suivi législatif	Questions/Réponses
<u>Alimentation/agriculture</u>	<u>Alimentation/agriculture</u>	<u>Alimentation/agriculture</u>
<u>Assurance</u>	<u>Banque/argent</u>	<u>Automobile/transport</u>
<u>Automobile/transport</u>	<u>Droit-justice</u>	<u>Droit-justice</u>
<u>Banque/argent</u>	<u>Economie</u>	<u>Economie</u>
<u>Environnement/développement durable</u>	<u>Environnement/développement durable</u>	<u>Internet/image/son</u>
<u>Logement/immobilier</u>	<u>Santé</u>	<u>Logement/immobilier</u>
		<u>Santé</u>

Veille réglementaire

Alimentation/agriculture

> Convention entre l'Autorité des marchés financiers et FranceAgriMer, l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer
 JOURNAL OFFICIEL, lois et décrets du 27 janvier 2018
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036549748

Assurance

> Décret n° 2018-56 du 31 janvier 2018 relatif aux modalités d'application du dispositif de substitution entre mutuelles ou unions régies par le livre II du code de la mutualité
 JOURNAL OFFICIEL, lois et décrets du 2 février 2018
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036564636

Automobile/transport

> Arrêté du 15 janvier 2018 modifiant l'arrêté du 18 juin 1991 relatif à la mise en place et à l'organisation du contrôle technique des véhicules dont le poids

n'excède pas 3,5 tonnes

JOURNAL OFFICIEL, lois et décrets du 28 janvier 2018

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036555673

> Décision (UE) 2018/117 de la Commission du 14 juillet 2017 concernant l'aide d'État SA.29064 (2011/C) (ex 2011/NN) — Irlande — non-application de la taxe sur le transport aérien aux passagers en transit et en correspondance

JOURNAL OFFICIEL DE L'UNION EUROPEENNE, L28 du 31 janvier 2018

[http://eur-lex.europa.eu/legal-](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018D0117&from=...)

[content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018D0117&from=...](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018D0117&from=...)

> Décision d'exécution (UE) 2018/143 de la Commission du 19 janvier 2018 confirmant ou modifiant le calcul provisoire des émissions spécifiques moyennes de CO2 et des objectifs d'émissions spécifiques des constructeurs de véhicules utilitaires légers neufs pour l'année civile 2016, en application du règlement (UE) n° 510/2011 du Parlement européen et du Conseil

JOURNAL OFFICIEL DE L'UNION EUROPEENNE, L25 du 30 janvier 2018

[http://eur-lex.europa.eu/legal-](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018D0143&from=...)

[content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018D0143&from=...](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018D0143&from=...)

> Décision d'exécution (UE) 2018/144 de la Commission du 19 janvier 2018 confirmant ou modifiant le calcul provisoire des émissions spécifiques moyennes de CO2 et les objectifs d'émissions spécifiques concernant les constructeurs de voitures particulières pour l'année civile 2016, en application du règlement (CE) n° 443/2009 du Parlement européen et du Conseil

JOURNAL OFFICIEL DE L'UNION EUROPEENNE, L25 du 30 janvier 2018

[http://eur-lex.europa.eu/legal-](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018D0144&from=...)

[content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018D0144&from=...](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018D0144&from=...)

> Arrêté du 30 janvier 2018 modifiant l'arrêté du 20 avril 2012 modifié fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire

JOURNAL OFFICIEL, lois et décrets du 2 février 2018

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036564534

Banque/argent

> Arrêté du 30 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2010 relatif aux conditions d'application de dispositions concernant les prêts ne portant pas intérêt consentis pour financer la primo-acquisition à la propriété (rectificatif)

JOURNAL OFFICIEL, lois et décrets du 27 janvier 2018

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036549380

Environnement/développement durable

> Délibération n° 2018-013 du 25 janvier 2018 portant vérification de la conformité du barème des tarifs réglementés de vente de gaz proposé par Engie pour le mois de février 2018

JOURNAL OFFICIEL, lois et décrets du 28 janvier 2018

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036550476

> Décision du 31 janvier 2018 relative aux tarifs réglementés de vente de l'électricité

JOURNAL OFFICIEL, lois et décrets du 1er février 2018

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036559814

Logement/immobilier

> Arrêté du 13 décembre 2017 relatif au contenu de la notice d'information relative aux obligations du bailleur et aux voies de recours et d'indemnisation du locataire jointe au congé délivré par le bailleur en raison de sa décision de reprendre ou de vendre le logement (rectificatif)

JOURNAL OFFICIEL, lois et décrets du 27 janvier 2018

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036549377

Suivi législatif

Alimentation/agriculture

> **Questions sociales et santé : fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques**

Sénat - 1ère lecture

Rapport n° 236 déposé le 24 janvier 2018

Discussion en séance publique au cours de la séance du jeudi 1er février 2018

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques, adoptée en 1ère lecture par le Sénat le 1er février 2018, TA n° 55

Assemblée nationale - 1ère lecture

Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques, n° 630, déposée le 1er février 2018 et renvoyé à la commission des affaires sociales

<http://www.assemblee->

[nationale.fr/15/dossiers/fonds indemnisation victimes produ...](http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/fonds_indemnisation_victimes_produ...)

Banque/argent

> **Economie : offres de prêt immobilier conditionnées à la domiciliation des revenus de l'emprunteur**

Sénat - 1ère lecture

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1090 du 1er juin 2017 relative aux offres de prêt immobilier conditionnées à la domiciliation des salaires ou revenus assimilés de l'emprunteur sur un compte de paiement, n° 710, déposé le 30 août 2017 et renvoyé à la commission des finances

http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/ratification_ordonnance_2017-1090....

> **Economie: services de paiement dans le marché intérieur**

Assemblée nationale - 1ère lecture

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, n° 368, déposé le 7 novembre 2017 et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire

Discussion en séance publique
1ère séance du jeudi 8 février 2018
2e séance du jeudi 8 février 2018
3e séance du jeudi 8 février 2018

http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/ratification_ordonnance_2017-1252....

Droit-justice

> Economie : réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations

Sénat - 1ère lecture

Discussion en séance publique au cours de la séance du mardi 17 octobre 2017
Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, adopté en 1ère lecture par le Sénat le 17 octobre 2017 , TA n° 5

Assemblée nationale - 1ère lecture

Projet de loi, adopté par le Sénat, ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, n° 315, déposé le 18 octobre 2017 et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république

Discussion en séance publique

1ère séance du lundi 11 décembre 2017

2e séance du lundi 11 décembre 2017

projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, modifié en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 11 décembre 2017 , TA n° 46

Sénat - 2e lecture

Projet de loi, modifié, par l'Assemblée nationale, ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, n° 154, déposé le 12 décembre 2017 et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

Discussion en séance publique au cours de la séance du jeudi 1er février 2018

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, adopté avec modifications en 2e lecture par le Sénat le 1er février 2018 , TA n° 54

Assemblée nationale - 2e lecture

Projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, en deuxième lecture, ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, n° 629, déposé le 1er février 2018 et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république

<http://www.assemblee->

[nationale.fr/15/dossiers/ratification_ordonnance_2016_131.a...](http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/ratification_ordonnance_2016_131.a...)

> Recherche : protection des données personnelles

Assemblée nationale - 1ère lecture

Projet de loi relatif à la protection des données personnelles, n° 490, déposé le 13 décembre 2017 et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république.

Le Gouvernement a engagé la procédure accélérée sur ce projet de loi le 13

décembre 2017

Discussion en séance publique

1ère séance du mardi 6 février 2018

2e séance du mardi 6 février 2018

1ère séance du mercredi 7 février 2018

2e séance du mercredi 7 février 2018

1ère séance du jeudi 8 février 2018

2e séance du jeudi 8 février 2018

3e séance du jeudi 8 février 2018

<http://www.assemblee->

[nationale.fr/15/dossiers/donnees_personnelles_protection.as...](http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/donnees_personnelles_protection.as...)

Economie

> Collectivités territoriales : Agence nationale pour la cohésion des territoires

Assemblée nationale - 1ère lecture

Proposition de loi de M. Philippe VIGIER et plusieurs de ses collègues créant une Agence nationale pour la cohésion des territoires, n° 303, déposée le 17 octobre 2017 et renvoyée à la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Discussion en séance publique

2e séance du jeudi 7 décembre 2017

Une motion de renvoi en commission a été adoptée lors de la deuxième séance du jeudi 7 décembre 2017

<http://www.assemblee->

[nationale.fr/15/dossiers/agence_nationale_cohesion_territoi...](http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/agence_nationale_cohesion_territoi...)

> Fonction publique : un Etat au service d'une société de confiance

Assemblée nationale - 1ère lecture

Projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance, n° 424, déposé le 27 novembre 2017 et renvoyé à une commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance.

Le Gouvernement a engagé la procédure accélérée sur ce projet de loi le 27 novembre 2017

Table ronde, ouverte à la presse, de représentants de think tanks, avec, sous réserves, la participation de l'Institut français pour la recherche en administration des politiques publiques (iFRAP), de l'Institut Montaigne, de Terra Nova et de la Fondation Jean Jaurès au cours de la réunion du 13 décembre 2017

Table ronde, ouverte à la presse, réunissant des représentants d'organisations syndicales de la fonction publique au cours de la réunion du 20 décembre 2017

Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics au cours de la réunion du 20 décembre 2017

Rapport n° 575 déposé le 18 janvier 2018 :

Discussion en séance publique

2e séance du mardi 23 janvier 2018

3e séance du mardi 23 janvier 2018

1ère séance du mercredi 24 janvier 2018

2e séance du mercredi 24 janvier 2018

1ère séance du jeudi 25 janvier 2018

2e séance du jeudi 25 janvier 2018

3e séance du jeudi 25 janvier 2018

1ère séance du vendredi 26 janvier 2018

2e séance du vendredi 26 janvier 2018

3e séance du vendredi 26 janvier 2018

2e séance du mardi 30 janvier 2018

Projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance, adopté en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 30 janvier 2018, TA n° 73

http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/etat_service_societe_confiance.asp

Environnement/développement durable

> Environnement : évaluation environnementale des projets et information du public

Assemblée nationale - 1ère lecture

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement, n° 11, déposé le 29 juin 2017 et renvoyé à la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Le Gouvernement a engagé la procédure accélérée sur ce projet de loi le 29 juin 2017.

Rapport n° 91 déposé le 11 juillet 2017

Discussion en séance publique

1ère séance du mardi 18 juillet 2017

2e séance du mardi 18 juillet 2017

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement, adopté en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 18 juillet 2017, TA n° 4

Sénat - 1ère lecture

Projet de loi, adopté, par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement, n° 666, déposé le 19 juillet 2017 et renvoyé à la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Rapport n° 8 déposé le 5 octobre 2017 :

Discussion en séance publique au cours de la séance du mardi 10 octobre 2017

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement, modifié en 1ère lecture par le Sénat le 10 octobre 2017, TA n° 1

Commission Mixte Paritaire

Projet de loi, modifié par le Sénat, ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation

environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement, n° 272, déposé le 12 octobre 2017
Rapport déposé le 20 décembre 2017 par M. Jean-Marc Zulesi rapporteur, sous le n° 526 à l'Assemblée nationale et par M. Alain Fouché rapporteur, sous le n° 198 au Sénat
http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/ratification_ordonnances_2016-1058...

> **Collectivités territoriales : « eau » et « assainissement », compétences optionnelles des préparatoires**

Assemblée nationale - 1ère lecture

Proposition de loi, adoptée par le Sénat, pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération, n° 86, redéposée le 6 juillet 2017 et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république
Rapport n° 262 déposé le 4 octobre 2017 par M. Fabrice Brun
Discussion en séance publique
2e séance du jeudi 12 octobre 2017
Une motion de renvoi en commission a été adoptée lors de la deuxième séance du jeudi 12 octobre 2017
http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/competences_communautes_communes_e...

Santé

> **Questions sociales et santé : lutte contre la désertification médicale**
Assemblée nationale - 1ère lecture

Proposition de loi de MM. Olivier FAURE, Guillaume GAROT, Stéphane LE FOLL, Mmes Marie-Noëlle BATTISTEL, Gisèle BIÉMOURET, M. Jean-Louis BRICOUT, Mmes Christine PIRES BEAUNE, Cécile UNTERMAIER et M. Joël AVIRAGNET et plusieurs de leurs collègues visant à lutter contre la désertification médicale, n° 477, déposée le 6 décembre 2017 et renvoyée à la commission des affaires sociales
Rapport n° 543 déposé le 10 janvier 2018 par M. Guillaume Garot
Discussion en séance publique
1ère séance du jeudi 18 janvier 2018
Une motion de renvoi en commission a été adoptée lors de la première séance du jeudi 18 janvier 2018
http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/lutte_desertification_medicale.asp

Questions/Réponses

Alimentation/agriculture

> Action de prévention primaire en matière d'éducation alimentaire
SENAT (Q/R) du 1er février 2018

<http://www.senat.fr/questions/base/2017/qSEQ171102175.html>

> agroalimentaire - Nouveau projet de classement des Crus bourgeois du Médoc
ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 2 février 2018

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-1457QE.htm>

Automobile/transport

> papiers d'identité - Difficultés dues à dématérialisation des inscriptions permis de conduire

ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 2 février 2018

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-4007QE.htm>

> sécurité routière - Nouveau contrôle technique

ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 2 février 2018

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-1226QE.htm>

Droit-justice

> « Cookies tiers » et protection des données

SENAT (Q/R) du 1er février 2018

<http://www.senat.fr/questions/base/2017/qSEQ170700159.html>

Economie

> finances publiques - Justification de la suppression de la procédure P109

ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 2 février 2018

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-1144QE.htm>

Internet/image/son

> Défaillances du réseau de téléphonie fixe en zone rurale

SENAT (Q/R) du 1er février 2018

<http://www.senat.fr/questions/base/2017/qSEQ170700436.html>

Logement/immobilier

> logement - Les étudiants doivent pouvoir se loger dignement

ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 2 février 2018

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-2069QE.htm>

Santé

> Surexposition des enfants aux écrans

SENAT (Q/R) du 1er février 2018

<http://www.senat.fr/questions/base/2017/qSEQ170800884.html>

> Conséquences du changement de formule du Lévothyrox

SENAT (Q/R) du 1er février 2018

<http://www.senat.fr/questions/base/2018/qSEQ180102922.html>